

La diagonale du flou

Ces derniers jours, la commission des affaires culturelles de l'Assemblée Nationale est passée en mode accéléré.

Parlementaires et personnalités des médias convoqués un 1^{er} mai pour une audition le lendemain. Avec comme seul objectif de rendre réel un vieux serpent de mer à l'image de l'ORTF : une seule société publique des médias audiovisuels d'une BBC à la française.

Le contenu du projet précipité par Rachida Dati demeure mystérieux : le projet du Sénat, inspiré de celui de l'ancien ministre Franck Riester... Le vide ! Comme on l'a remarqué au dernier CSE lors de l'échange sidérant et creux avec le directeur de la fusion France Bleu/France 3.

Car nous le constatons dans cette instance, le mot fusion n'est plus tabou. Foin de la prudence pour les différentes directions, quand la présidente de France Télévisions se positionne déjà pour ne diriger qu'une entreprise unique.

Une course en avant, dans la précipitation, sans concertation, comme ce fut le cas du projet Tempo en plein fiasco aujourd'hui. Les salariés se retrouvent pris dans une sorte de chantage : se rassembler par n'importe quel moyen pour être financés.

Aucune étude d'impact n'est sur la table. Et nous voulons rappeler ici que, contrairement à ce qui est mis en avant par les instigateurs de ce projet – et ceux de France Télévisions qui se font leur relais – cette fusion-absorption n'est en aucun cas synonyme de qualité.

Dans le réseau France 3, les économies décidées par chaque direction régionale se traduisent dans la plupart des antennes par des JT communs, sortes d'absorptions des spécificités de chacune d'entre elles. Où est la qualité ? Où est la proximité ? Où est l'autonomie de l'information ?



En revanche, on voit bien les économies et dans les antennes à faibles effectifs, notamment chez les journalistes, c'est la double peine !

En attendant, on demande aux salariés de mettre tous leurs doutes et leurs questions sous le tapis rouge de Cannes ou des Jeux Olympiques. Et de partir en vacances le plus possible. La direction s'occupe de tout... Par le vide.

Les élus continueront néanmoins à se battre, à poser leurs questions, le plus souvent sans réponses. Et à exprimer aussi, hors des instances et bruyamment, leur opposition déterminée à ce projet mené contre l'ensemble des salariés.

Paris, le 15 mai 2024